



ATELIER D'ANALYSE DES ÉCONOMIES D'OUTRE-MER

**IMPACT ECONOMIQUE DU CONFINEMENT EN
GUADELOUPE:
UN « RETE A KAZ A ZOT » NECESSAIRE MAIS
POTENTIELLEMENT RECESSIF**

SEBASTIEN MATHOURAPARSAD
BERNARD DECALUWE

NOTE ECONOMIQUE

N°13 - AVRIL 2020

NOTE ECONOMIQUE

N°13 - AVRIL 2020

IMPACT ECONOMIQUE DU CONFINEMENT EN GUADELOUPE : UN « RETE A KAZ A ZOT » NECESSAIRE MAIS POTENTIELLEMENT RECESSIF

SEBASTIEN MATHOURAPARSAD*

BERNARD DECALUWE**

EN BREF

- **Le sujet.** Simulation des effets du confinement sur l'économie guadeloupéenne.
- **Les hypothèses.** Le modèle MEGATOM (cf. site) et un module de microsimulation pour la Guadeloupe sur les données Insee. Un jeu d'hypothèses est postulé autour de chocs d'offre et de demande représentant un mois de confinement.
- **Les résultats.** Globalement, l'économie subirait à la fois un choc d'offre et un choc de demande négatifs. Un mois de confinement provoquerait une diminution du PIB régional de -6,9%. La situation des ménages se détériorerait avec un taux de pauvreté monétaire qui passerait de 18,2% à 24,1%

H1N1, Ebola, Choléra, Grippe espagnole... les épidémies qui se sont généralisées à grande échelle ont entraîné avec elles des impacts économiques importants. Mais, à la différence de ce qui a pu être analysé dans ces pandémies, celle d'aujourd'hui frappe les économies en amont avec beaucoup plus de force puisque les autorités ont imposé des contraintes sévères à la mobilité des personnes afin de ralentir la propagation du virus. L'arrêt ou le ralentissement de l'activité de plusieurs secteurs va entraîner des retombées immédiates sur l'ensemble de l'économie. Le confinement mondialisé répond à des objectifs sanitaires qui ne sont pas sans conséquences en termes d'impacts économiques. En fait, on pourrait dire : « Ça ressemble à une crise, avec les conséquences d'une crise mais ce n'est pas une crise ». L'économie est en sommeil, ou plus exactement en pause.

En Guadeloupe, le climat anxigène qui circule ces dernières semaines, ne doit pas faire oublier que le territoire est rompu à l'exercice du confinement. En effet, la période cyclonique précipite les ménages dans les commerces avant le cloisonnement, l'activité économique s'arrête, tous se tiennent informés de l'évolution, et ce jusqu'au levé de l'alerte rouge. Mais la comparaison s'arrête là, car l'une des grandes différences est ici la durée du risque sanitaire et de ses impacts, ainsi que le confinement de la population qui s'étend.

Plus de chômeurs ou plus de décès : c'est à ce genre d'arbitrage épouvantable qu'est soumis l'Etat. Et dans cette situation schizophrénique, que les personnes soient en incapacité de travail ou confinées chez elles, l'effet est le même d'un point de vue économique : une activité réduite.

Nous nous proposons dans cette note d'analyser les impacts du confinement sur l'économie guadeloupéenne au moyen d'un outil de simulation macroéconomique. Une telle évaluation quantitative demeure difficile tant le contexte actuel évolue tous les jours. Aussi notre évaluation sur l'économie guadeloupéenne sera certainement sujette à révision pour tenir compte non seulement du contexte international changeant (impact sur les économies partenaires et réciproquement) mais également des décisions qui seront prises par les autorités gouvernementales au terme du confinement (soutien des entreprises, rythme du déconfinement, etc.).

Toutefois, si l'on veut tenter de mesurer l'impact de ce confinement sur l'économie, il nous faut postuler, d'abord, certaines hypothèses à la lumière de l'évolution du comportement des ménages, des secteurs d'activité et de l'Etat. Ensuite, pour comprendre nos résultats nous devons conduire notre analyse en faisant une distinction claire entre deux mécanismes de transmission du choc puisqu'il revêt une double nature. Il passe d'une part par le canal de la demande et d'autre part par celui de l'offre.

* Chercheur au CREDDI (Université des Antilles), Personne ressource de PEP

** Professeur associé à l'Université Laval (Canada), Personne ressource de PEP

UN CHOC DE DEMANDE A DIMENSION MULTIPLE

Dans le jargon économique, on dit que la demande joue un rôle « multiplicateur » sur la croissance. Elle décuple le niveau d'activité économique quand le choc est positif et agit en sens inverse lorsqu'une baisse est subie. Trois composantes de la demande vont jouer un rôle important.

UN CHANGEMENT DE COMPORTEMENT DES MENAGES

La première est la consommation finale des ménages qui représente 59% du PIB guadeloupéen en 2017 selon l'Insee. En cette période de confinement et de crise sanitaire, le comportement des consommateurs est ambigu.

D'un côté, il se produit un mouvement de panique « froide » qui provoque une cohue dans les commerces et une surconsommation de biens dits « prioritaires » par peur du manque ou de pénurie (alimentaire, pharmacie). Nous postulons que la ruée sur les produits de première nécessité (en particulier alimentaires, surgelés, etc.) équivaut à un mois de consommations supplémentaires (donc en moyenne +8,5%) pour couvrir les besoins alimentaires durant la période de confinement.

Cette augmentation soudaine de la demande peut créer une raréfaction des produits si les stocks sont insuffisants, voire un rationnement de la clientèle (comme le gaz dans certaines stations-services).

D'un autre côté, les consommateurs se font plus rares sur les marchés durant la période de confinement et recherchent moins de produits frais (fruits et légumes, poissonneries). Ceci se matérialise par une baisse de la demande pour ces produits. Cette réduction entraîne un surplus d'offre (et l'organisation d'opérations spéciales dans les commerces ou de marchés parallèles pour écouler les stocks) également une baisse des prix des produits agricoles.

On doit aussi s'attendre à une réduction de la consommation des biens et services dits « non essentiels » (transport, habillement). Les dépenses en consommation de biens durables (électro ménagers, rénovation) seront reportées à plus tard ainsi que la consommation de services non essentiels (restaurant, loisirs, voyage de tourisme etc.).

Pour les fins de notre simulation, nous supposons, qu'à budget constant, la consommation de ces biens est réduite proportionnellement pour couvrir les besoins alimentaires durant le mois de confinement. Enfin, il y a une consommation de biens et services (loyers, activités financières) qui demeure inchangée. Nous postulons que ces biens et services dits « indispensables » ne subissent pas d'évolution durant la période de confinement.

L'INVESTISSEMENT, UN MOTEUR A L'ARRÊT

La deuxième composante importante de la demande est l'investissement qui selon l'Insee, représente 18% du PIB régional en 2017. En plus de l'effet multiplicateur, les dépenses d'investissement exercent une volatilité sur l'économie en raison de son effet « accélérateur » : une variation de la conjoncture affecte la demande de biens d'investissement. Par exemple, des perspectives de débouchés supplémentaires incitent les entreprises à investir davantage afin de se tenir prêtes à répondre au surplus de demande. Et dans le cas du confinement, une diminution de la demande finale entraîne mécaniquement un très fort recul de l'investissement.

L'investissement se compose essentiellement de la demande de biens d'investissement construction (65% de la demande totale d'investissement) et de biens manufacturés (24% de la demande totale d'investissement). Selon l'adage, « quand le bâtiment va, tout va ». Or, ici rien ne va plus avec le confinement. Le secteur de la construction risque d'être impacté sévèrement avec l'arrêt ou la suspension des activités sur plusieurs chantiers. Cet arrêt des activités (d'une durée d'un mois par hypothèse) impacte par conséquent les autres secteurs d'activité comme le secteur des biens manufacturés qui le fournissent en intrants intermédiaires. Dans le cas de la Guadeloupe, une baisse de 1000 Euros par exemple de production de la branche Construction réduit la demande d'intrants intermédiaires de 670 Euros.

UNE DESERTIFICATION DES TOURISTES

L'apparition de la pandémie a conduit rapidement à une restriction importante dans la mobilité des voyageurs. Pour la Guadeloupe et selon l'Insee, les dépenses des touristes représentent entre 4 et 5% du PIB. Les mesures de confinement ont sonné l'arrêt

net des vacances et le rapatriement des voyageurs s'est mis en œuvre rapidement. Nous postulerons que les dépenses des touristes sur le sol guadeloupéen sont nulles durant toute la période de confinement (un mois). Ainsi, la baisse de la fréquentation touristique entraîne une chute de l'activité des secteurs hôteliers et restauration. Les voyageurs consacrent quasiment la moitié de leur budget (45%) à ces services marchands.

UNE PRODUCTION DE BIENS ET SERVICES EBRANLÉE

A travers l'analyse des effets de demande, se décline une typologie des secteurs d'activité qui sont plus ou moins frappés par les mesures de confinement. C'est là le deuxième canal de transmission du choc.

En premier lieu, quelques secteurs autorisés à rester ouverts comme les industries agroalimentaires sont relativement moins touchés par les mesures de confinement. Mais chez les consommateurs, la peur du manque qui provoque une ruée sur ce type de biens risque de provoquer le manque : c'est ce qu'on appelle des anticipations autoréalisatrices. Ces secteurs jugés « prioritaires » continuent à fonctionner même s'ils subissent les réactions en chaîne qui révèlent toutes les interdépendances de l'économie. Ainsi, par effet d'entraînement, d'autres activités telles que les transports ou les ventes de carburant sont impactés par les mesures de confinement, de même que le fret maritime avec un décalage dans le temps étant donné les commandes passées avant le confinement.

En deuxième lieu, les secteurs visés par l'article 1er de l'arrêté du 14 mars 2020 (cafés, restaurants, spectacles, l'événementiel...) mais également les activités touristiques, l'hébergement hôtelier les transports de personnes le bâtiment ou les services marchands sont très pénalisés. Ces secteurs représentent 37% de l'activité économique.

En troisième lieu les secteurs directement reliés à la dépense publique ne sont pas touchés de front par les mesures de confinement. Ainsi les branches Enseignement/Santé, Administration publique et autres Services non marchands restent en opération et les emplois ainsi que les rémunérations des travailleurs continuent à être assumées par l'Etat et les collectivités territoriales. Les ménages qui tirent leur rémunération des branches publiques sont bien protégés des impacts économiques de la pandémie. On pourrait même s'attendre à une hausse de la

dépense publique dans ces branches d'activités car l'Etat doit faire face à une multitude de besoins nouveaux (heures supplémentaires, bonification des salaires pour les travailleurs de la santé, services publics policiers, pompiers etc. sous pressions).

UNE PERTE DE PRODUCTIVITE DANS DES SECTEURS PRIORITAIRES

Les mesures de confinement ont des impacts directs sur la productivité des travailleurs et ce par une variété de canaux. En premier lieu, la fermeture des établissements scolaires et le confinement imposent aux parents le maintien à domicile et la garde de leurs enfants.

De ce fait la conciliation travail/famille est plus difficile à réaliser et pourrait conduire à une augmentation de l'absentéisme conduisant à une réduction de la productivité de la force de travail. Par ailleurs si l'augmentation du télétravail permet à une partie de la force de travail de rester opérationnelle et d'éviter l'arrêt complet des activités, elle se fait probablement avec une certaine perte d'efficacité dans la coordination des activités.

De même les mesures de distanciation, si elles sont possibles dans certaines branches d'activité, peuvent être très difficiles à mettre en œuvre dans d'autres et peuvent conduire finalement à un arrêt complet des activités, les travailleurs se prévalent de leur droit de retrait ou les entrepreneurs décidant tout simplement de fermer. De la même façon, les établissements et professionnels de santé en période de crise sanitaire peuvent manquer de ressources, alors que certains médecins et infirmiers peuvent être infectés. Ceci impacte par conséquent leur productivité du travail. Nous supposons une baisse de la productivité de -5% dans les secteurs demeurant actifs.

DES CONTREPERFORMANCES MACROECONOMIQUES QUI RAPPELLERAIENT 2009

Nous avons simulé le scénario de confinement autour des différentes hypothèses présentées avec le modèle de simulation MEGATOM¹ appliqué à la Guadeloupe. Selon nos résultats, comme on pouvait s'y attendre il ressort un effet important sur la perte d'activité de l'économie. Ceci est dû en premier lieu

¹ Cf. site pour une présentation du modèle.

à la baisse de la demande des ménages, en deuxième lieu à la fermeture de secteurs non essentiels et enfin à la perte de productivité dans les secteurs prioritaires.

A noter que sous l'effet de la surconsommation de produits agroalimentaires des ménages, le prix de ces produits augmente (+0,92%).

Suite aux chocs négatifs de demande et d'offre, le PIB réel marque un recul de -6,9%, une baisse sensiblement plus forte que les résultats obtenus à l'échelle nationale (-3% selon l'Insee et -2,6% selon l'OFCE).

Ces résultats économiques négatifs s'accompagneraient d'une détérioration de la situation des ménages. Entre chocs de demande et chocs d'offre, les prix de certains produits augmentent alors que les revenus des agents ne varient pas. Ceci détériore le taux de pauvreté monétaire² qui passerait de 18,2% à 24,1%.

L'ensemble de ces chocs d'offre et de demande devrait nous conduire à de fortes contreperformances économiques. Il faut remonter à la crise sociale de 2009 pour observer de tels phénomènes macroéconomiques. A cette époque, dans un contexte marqué par la crise financière internationale, c'était principalement l'investissement (-12,2%) qui avait marqué le ralentissement économique. Les travaux publics avaient connu un trou d'air important lié à la réduction sensible de la commande publique, le retard ou l'annulation de projets. Le secteur du tourisme a pour sa part connu un coup d'arrêt. La consommation des ménages (-3,3%) avait également contribué au recul du PIB guadeloupéen de -6,3% alors que la croissance du PIB français avait reculé de -2,6%. Après les 44 jours de grève, plusieurs entreprises avaient cessé leurs activités. Ce qui rappelle que les impacts peuvent se faire ressentir sur les capacités de production au-delà de la période de crise.

L'ÉTAT PREPARE UNE ÉCONOMIE « D'APRES-GUERRE »

C'est pour éviter les conséquences sociales et le marasme économique qui risque d'en résulter que l'Etat propose de mettre en place trois grandes mesures, principalement pour soutenir l'offre mais aussi la demande.

² Ce taux calcule la proportion de ménages en-dessous du seuil de pauvreté monétaire.

Tout d'abord, un fonds d'indemnisation de solidarité³. Il se compose, au guichet Etat, d'une aide mensuelle de 1500 euros si 70% du chiffre d'affaires sont perdus en mars suite à la pandémie. Une aide complémentaire pouvant aller jusqu'à 2000 euros est proposée au guichet collectivités (peut-être cofinancée par l'Etat).

Ensuite, l'Etat prévoit de couvrir le besoin de trésorerie à court terme des entreprises. Ceci passe par une contribution au paiement des factures courantes (loyers, énergie), la garantie de prêts bancaires, et le report de charges salariales et fiscales.

Enfin, la dernière mesure concerne le chômage partiel. Les entreprises pourront verser à leurs salariés mis au chômage technique une indemnité équivalente à 84% de leur salaire net s'il est supérieur au SMIC et 100% si le salaire est inférieur au SMIC. L'employeur recevra dans un second temps une allocation de l'Etat. Ce mécanisme a pour but de protéger partiellement les travailleurs de leur perte de revenu en leur permettant de maintenir leur niveau de consommation. Ici, l'indemnité de chômage partiel permettra aussi de garder le lien d'emploi entre le travailleur et son employeur afin de faciliter la reprise des activités au terme du confinement. Mais, ceci suppose que l'entreprise ait les moyens d'avancer les sommes nécessaires dans un paysage qui d'une part compte 90% d'entreprises de moins de 10 salariés (parmi lesquelles on compte principalement des très petites entreprises de moins d'un salarié) et où, d'autre part, les délais de paiement sont longs, ce qui ampute la trésorerie immédiate des entreprises.

Grâce à ces trois mesures conséquentes, l'Etat souhaite mettre en place un important filet de sécurité pour les individus et les entreprises. Ce faisant, l'Etat providence entend éviter que des entreprises périclitent, et soient incapables au terme de la pandémie, de reprendre des activités normales. En outre, du point de vue des travailleurs au chômage technique, le maintien du lien d'emploi leur permettra le temps venu une reprise rapide des activités. Toutefois la fermeture quasi immédiate des magasins le 16 mars, sans pouvoir se préparer pourrait entraîner la disparition de nombreuses petites entreprises qui ont peu de trésorerie.

QUI DEVRAIT ETRE BRIDEE

³ A l'heure où nous rédigeons cet article, le projet proposé par le gouvernement est susceptible d'évoluer.

Cette note n'a pas pour objectif de prévoir l'état de l'économie à la fin du confinement, elle se limite à mesurer les effets à court terme de la réduction de l'activité. Tous nos calculs sont réalisés sur la base d'un mois de confinement. Si le confinement devait durer plusieurs mois, il faudrait certainement revoir nos hypothèses car les effets cumulés pourraient être importants. Toutefois il est évident que face à une pandémie, la reprise dépendra de l'ampleur du ralentissement économique, de sa durée et de la solvabilité de l'Etat, obligé d'emprunter et d'investir massivement pour stabiliser l'économie. Il paraît évident toutefois que plus la crise sera courte et maîtrisée, plus le rebond sera fort.

La phase II des interventions publiques face à la pandémie de Corona virus n'est pas encore précisée mais l'on sait déjà que la plupart des grands pays développés du monde se préparent à des mesures de relance importante. Pour le moment l'Etat semble ainsi simultanément tenter d'amortir le choc négatif de la baisse de l'activité et préparer l'économie de l'après-guerre au moyen de mesures coûteuses à court terme. Comme la plupart des pays européens, il a fait le pari que des mesures sociales devaient être prises pour maintenir un certain niveau de revenu de la plus grande majorité. Cette stratégie vise en quelque sorte à mettre en pause l'activité tout en rendant possible la reprise en maintenant opérationnel les entreprises et la structure économique d'ensemble tout en maintenant le revenu des gens à un niveau acceptable.

Quoiqu'il en sera, l'arrêt de l'activité pendant un mois entrainera automatiquement une réduction du chiffre d'affaires des entreprises. Certes, l'Etat pourrait se porter garant des prêts bancaires, encore faudrait-il que les entreprises soient à jour de leurs cotisations dans une économie où le montant colossal de la dette sociale est en partie la conséquence de délais de paiement longs.

La Banque Centrale européenne n'aura probablement guère d'alternatives que de faire tourner la planche à billets pour financer l'emprunt des dizaines de milliards de la France et des autres pays européens, au risque de créer de l'inflation. Même si l'Etat a promis qu'il pourrait modifier ses programmes de soutien si la durée de confinement s'allongeait, l'allongement aura des conséquences structurelles et durables encore plus lourdes qui entraineront un creusement de la dette de l'Etat. Or, dans l'économie post-guerre, il y aura le remboursement de la dette qui passera à moyen terme probablement par des réductions de

dépenses publiques, des hausses d'impôts (et une récupération pour partie des indemnités chômage partiel versées) et des politiques d'austérité...

En outre, il se pourrait, comme des phénomènes d'échos de la crise sanitaire, que les impacts perdurent au-delà du confinement avec notamment des effets cliquets dans certains secteurs tels que le tourisme ou encore les restaurants ou les cinémas où les mesures du néologisme « déconfinement » pourraient être progressives pour limiter les effets d'attroupement.

Par ailleurs, pour que la crise prenne fin, il faudra pouvoir compter sur un tissu industriel et commercial intact afin de permettre une reprise de l'activité économique (et donc que les différentes entreprises interdépendantes survivent pour ne pas bloquer le système) et des échanges avec les partenaires commerciaux (de la Guadeloupe, mais aussi de la France).

Quid alors du moral des entreprises ? Au sortir de la crise sociale de 2009, l'indicateur du climat des affaires des entreprises avait atteint son niveau le plus bas (une perte de plus de 40 points), principalement en raison des difficultés liées aux délais de paiements et à la trésorerie. Aussi, les entreprises pourraient adopter un comportement attentiste avant de relancer leurs investissements, et ce d'autant plus si le système se retrouve bridé.

MAIS UN EFFET REBOND EST PROBABLE

Toutefois, certaines entreprises pourraient parvenir à réduire l'hémorragie. C'est le cas de celles qui ont adopté des stratégies du type contribution à l'effort de guerre et qui leur procurent un boum d'activité. Ainsi, les distilleries locales de rhum ont débuté la production en masse de gel hydro alcoolique, ce qui offre à la filière canne-sucre-rhum une nouvelle diversité de l'activité dans un secteur où ont été remis en question les quotas de sucre et de rhum.

En outre, l'économie profite d'une baisse de la demande mondiale de carburant précipitée par l'épidémie du coronavirus et le confinement qui se traduit par une baisse du prix du baril. Les entreprises pourraient ainsi jouir d'une diminution de leurs coûts de production tant que les pays producteurs de pétrole ne réduisent pas leurs productions. De même, une baisse de la taxe régionale sur les carburants pourrait diminuer les coûts des entreprises.

Par ailleurs, et même si l'on ne peut présager de

rien quant à la confiance des consommateurs, il pourrait se produire un effet demande positif. En effet, la réduction de la consommation en temps de confinement implique des taux d'épargne des ménages plus élevés et probablement, grâce à ce que l'on appelle un « effet richesse », des reports de consommation de biens et services qui étaient jugés non prioritaires (biens manufacturés, construction, etc.). En économie, la théorie des choix intertemporels enseigne en effet que des agents peuvent réduire leur consommation aujourd'hui, épargner plus pour consommer davantage demain. Le cas échéant, il se pourrait alors que le rebond soit assez fort à la sortie de la crise sanitaire... à condition que les ménages ne soient pas de type « ricardiens » comme on dit en économie, c'est-à-dire qu'ils n'anticipent pas une augmentation future des impôts pour financer la dette publique.

Bibliographie

Iedom (2009), Les effets économiques de la crise sociale aux Antilles au premier trimestre 2009, Les Notes de l'institut d'émission, 45 p.

Insee (2010), L'année économique et sociale 2009 en Guadeloupe, Antiane éco n73, 44p.

Insee (2020), Point de conjoncture du 26 mars 2020 - une première estimation de la perte d'activité économique liée à la crise sanitaire en cours, 6 p.

OFCE (2020), Évaluation au 30 mars 2020 de l'impact économique de la pandémie de COVID-19 et des mesures de confinement en France, Policy brief de l'OFCE n65, 32 p.



ATELIER D'ANALYSE DES ÉCONOMIES D'OUTRE-MER

**IMPACT ECONOMIQUE DU
CONFINEMENT EN
GUADELOUPE :
UN « RETE A KAZ A ZOT »
NECESSAIRE MAIS
POTENTIELLEMENT RECESSIF**

SEBASTIEN MATHOURAPARSAD
BERNARD DECALUWE

NOTE ECONOMIQUE

www.atom-eco.fr

contact auteurs :

sebastien.mathouraparsad@univ-antilles.fr